Réforme du lycée : les nouveaux programmes d'économie contestés

lesechos.fr/politique-societe/societe/0600143871485-reforme-du-lycee-les-nouveaux-programmes-deconomie-contestes-2221962.php

15 novembre 2018

02 minutes

Marie-Christine Corbier, *Les Echos*, 15 novembre 2018

Les projets de programmes seront présentés devant le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) en décembre. - Alain Robert/SIPA

Une pétition demande la « réécriture » des projets sur les programmes de seconde et de première. Elle a recueilli plus de 4.000 signatures en une semaine. Ses concepteurs, Philippe Aghion en tête, rejettent les critiques.

La bataille est vive sur les projets de programmes de sciences économiques et sociales de seconde et de première. Ils doivent entrer en vigueur en septembre, dans le cadre de la réforme du lycée. Après les premières contestations du printemps dernier, une pétition a recueilli plus de 4.000 signatures en une semaine. L'Association des professeurs de sciences économiques et sociales (Apses), qui l'a lancée le 8 novembre, demande la « réécriture » de ces programmes qu'elle juge « *inacceptables* ». Ils sont soumis à une consultation en ligne jusqu'au 20 novembre.

« Un socle microéconomique solide »

« *La macroéconomie a très largement disparu* » des programmes de seconde et de première, regrette le président de l'Apses, Erwan Le Nader. Il déplore, par exemple, que les politiques monétaire et budgétaire ne soient mentionnées qu'en queue de chapitre en classe de première, « *parce que l'Apses est intervenue* », alors que les mécanismes de marché sont développés sur trois chapitres.

« *On a un socle microéconomique solide et c'est important* », rétorque l'économiste Philippe Aghion, proche d'Emmanuel Macron, qui a piloté le groupe d'experts chargé de réécrire les programmes. La macroéconomie ne peut s'étudier qu'à partir de fondements microéconomiques solides, plaide-t-il. « *C'est comme cela qu'elle évolue, il n'y a plus d'un côté la macro et de l'autre la micro* », souligne encore celui qui a enseigné la macroéconomie pendant quinze ans à Harvard. Il se défend de tout « *dogmatisme néoclassique* », c'est « *une microéconomie qui ne dit pas du tout que les marchés sont parfaits* ».

L'absence du chômage

L'Apses, de son côté, s'insurge que le terme même de chômage n'ait été réintroduit qu'« *in extremis* » dans le programme de seconde, qu'il n'y soit abordé « *que pour dire qu'il vient du*

manque de qualification des individus », et qu'il soit absent du programme de première. Le sujet sera surtout abordé en terminale, rétorque Philippe Aghion. « Pour le traiter de manière convenable, il faut avoir étudié les rigidités qui conduisent au chômage, avoir parlé du salaire d'efficience et donc avoir les fondements microéconomiques préalables », insiste-t-il. *Inégalités, environnement ou chômage : aucun sujet n'est tabou, je veux simplement mettre l'enseignement aux meilleurs standards internationaux. »*

L'Apses redoute aussi une « technicisation » des sujets qui « rebuterait » les élèves. « C'est très ludique et empirique, avec des jeux de marché ! », lance au contraire Philippe Aghion qui accuse ses détracteurs de « voir la microéconomie comme on l'enseignait il y a quarante ans ».

L'économiste balaie enfin l'argument de programmes « pléthoriques » selon l'Apses. Avec douze chapitres au lieu de vingt-sept, ils sont « beaucoup moins lourds » que les précédents.

Marie-Christine Corbier

@mccorbier

[@mccorbier](https://www.instagram.com/mccorbier)